

## **La transition écologique ne peut pas être pensée sans celle vers l'après-capitalisme**

**Jean-Marie Harribey**

**Colloque « Transitions écologiques »  
Cerisy, 30 juin au 10 juillet 2015**

**dans Dominique Bourg, Alain Kaufmann et Dominique Méda (sous la dir. de),  
*L'Âge de la transition, En route pour la reconversion écologique,*  
Paris, Institut Veblen pour les réformes économiques, Les Petits matins, 2016, p. 75-81 <sup>1</sup>**

Alors que le tumulte médiatique enfle autour de la COP21 (conférence sur le climat de l'ONU) et qu'il n'est question que de transition énergétique et même écologique, la racine du problème est ignorée, à savoir la nature exacte de la crise contemporaine. En faisant silence sur la logique de l'accumulation capitaliste, la plupart des mesures prétendument alternatives courent le risque de se tromper de cible. L'écologie politique ne peut donc se passer d'un retour à la « critique de l'économie politique ».

### **Une hypothèse de travail : une crise de production et de réalisation de la valeur**

La crise que connaît l'économie mondiale depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle et le début du XXI<sup>e</sup> est une crise structurelle, profonde et durable du capitalisme dans une double dimension. La première naît de la difficulté, pour ne pas dire l'incapacité, du capital à aller au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la force de travail sans se trouver face à une montagne de surproduction et donc de suraccumulation : contradiction classique du capitalisme. La seconde dimension vient doubler la première : l'incapacité du capital à aller au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la nature, sans ruiner les bases matérielles de l'accumulation. Le résultat – et c'est là l'hypothèse proposée – est que la crise est une crise de production et de réalisation de la valeur, dont le caractère systémique est lié à la confluence inédite des deux dimensions sociale et écologique.<sup>2</sup>

La vérification de cette hypothèse doit partir de l'identification de l'indicateur-clé de l'évolution du capitalisme : le taux de profit. Celui-ci, on le sait depuis Marx, est le rapport du taux de plus-value au capital investi. Mais une décomposition du taux de profit permet de faire apparaître les deux éléments associés ci-dessus : le social et l'écologique.

Le taux de profit est égal à la part des profits dans la valeur ajoutée multipliée par l'efficacité du capital. En appelant  $P$  les profits,  $K$  le capital investi,  $Y$  la valeur ajoutée, ce taux de profit s'écrit  $\frac{P}{K} = \frac{P}{Y} \frac{Y}{K}$

Le premier élément est une variable de répartition : la part des profits augmente si les profits augmentent plus vite que la productivité du travail.

Le second élément concerne d'une part l'efficacité des machines et divers équipements productifs, et d'autre part l'accès aux ressources naturelles, leur qualité et leur coût.

---

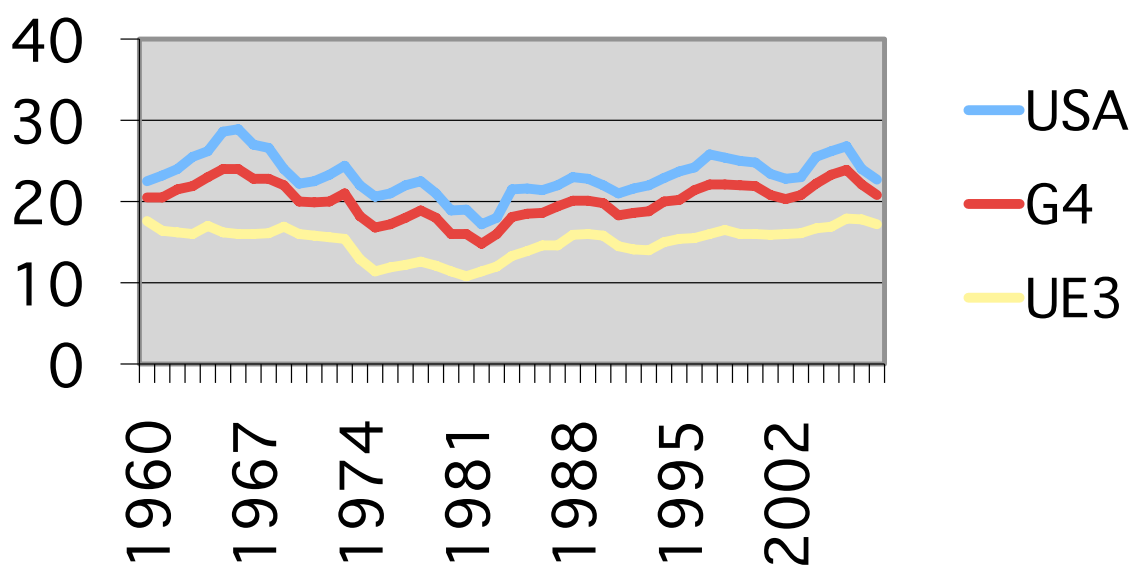
<sup>1</sup> Le texte publié dans ce livre n'a pas repris les graphiques ci-dessous. Ils étaient trop parlants... Pour les détails, voir le diaporama à <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/colloque-cerisy.pdf>.

<sup>2</sup> Voir J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, LLL, 2013.

Que se passe-t-il lorsque la variable de répartition (pression sur les salaires et la protection sociale « grâce » au chômage) ne suffit plus à compenser la perte d'efficacité du capital, qui elle-même voit les ordinateurs se révéler insuffisamment efficaces pour atténuer la difficulté à repousser les limites naturelles ? Eh bien, le taux de profit est menacé, les investissements sont ralentis, et les rythmes de croissance de la productivité du travail et de la production s'effilochent.<sup>3</sup>

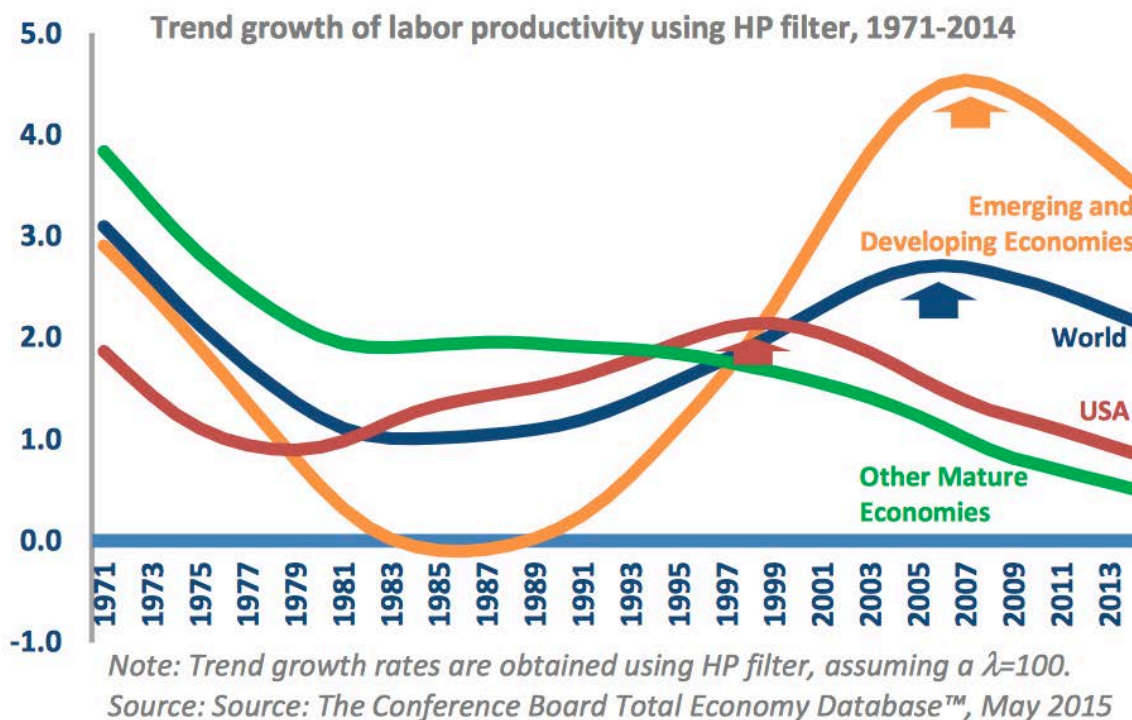
Il s'ensuit qu'une erreur de perspective théorique et stratégique est commise si on s'obnubile à ne critiquer que l'indicateur du PIB. Contrairement à la nouvelle doxa promue par toutes les institutions internationales et leurs experts néolibéraux, le PIB n'est pas le phare du capitalisme, totalement ignoré par les capitalistes. Hélas, cette fausse piste est empruntée par nombre de réformateurs des indicateurs, pendant que ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique s'occupent de trouver les moyens d'élargir la sphère d'action du capital et donner à celui-ci un nouvel espace d'accumulation. Si, malgré la mise en évidence du rôle central du taux de profit, l'erreur de perspective était maintenue, elle serait source de mystification idéologique.<sup>4</sup>

L'évolution du taux de profit sur longue période aux Etats-Unis, en France, en Allemagne et au Royaume-Uni



<sup>3</sup> Voir J.-M. Harribey, « L'impact cumulé des crises sociale et écologique du capitalisme sur le devenir de la croissance : la fin programmée de celle-ci ? », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/fin-croissance-rr.pdf>.

<sup>4</sup> Voir J.-M. Harribey, « Un indicateur trompeur peut en cacher un(d') autre(s) », <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey>.



## L'emprise de la finance

Pour sortir de l'impasse de l'accumulation, le capitalisme s'est lancée dans une tentative de nouveau recul de la frontière qui limite la valorisation du capital.

Jusqu'ici, le capitalisme avait peu à peu transformé la plupart des éléments naturels en capital productif, c'est-à-dire les avait intégrés au processus de création de valeur destinée à perpétuer l'accumulation. L'enjeu est maintenant pour lui de franchir un nouveau cap : celui de transformer les éléments naturels de capital productif en actifs financiers. Dans ce but, la nature est devenue une cible privilégiée : les procédures et les mécanismes de transformation de celle-ci en nouveaux types de titres sont en place. Dans ce cadre, on peut discerner au moins six directions d'action et de diversion idéologique :

- confier à des marchés de droits à polluer le soin de fixer prix et/ou quantités des émissions de gaz à effet de serre, sur le mode du marché européen créé dans le cadre du protocole de Kyoto, qui est un échec complet ;
- créer des nouveaux titres financiers (obligations catastrophes) promis à devenir des produits dérivés, censés assurer contre les risques climatiques et écologiques de toutes sortes ;
- compenser monétairement les dégâts écologiques par le biais de « banques d'actifs de biodiversité » ;
- organiser le paiement des « services environnementaux », une fois généralisée la propriété privée des biens publics et communs ;
- imaginer la « valeur économique des services rendus par la nature », mesurée par la réparation des dégâts que l'activité humaine occasionne ;
- faute de donner une mesure crédible à ce qui précède, se réfugier dans une prétendue « valeur économique intrinsèque de la nature », confondant valeur d'usage et valeur d'échange marchande.

L'ensemble de ces dispositifs s'intègrent dans le processus de marchandisation synonyme de l'accumulation, et maintenant dans le processus de financiarisation qui présente deux volets dont la contradiction est la marque de la phase actuelle du capitalisme : d'un côté fuite en avant financière, en direction désormais des biens naturels, sur la base de l'illusion de pouvoir éviter le passage obligé de la valorisation par le travail productif résumée par la formule de Marx<sup>5</sup>  $A-M-A'$ , et, de l'autre, violence renouvelée pour imposer un taux d'exploitation accru de la force de travail.

### **Retour à la critique de l'économie politique pour desserrer l'étau du capital financier**

Plusieurs conclusions peuvent être tirées de la critique que nous portons. *Primo*, la nature et l'économie humaine sont incommensurables. *Deuzio*, le capital dit naturel est une pièce idéologique, corollaire du capital dit humain. *Tertio*, la substitution des différentes sortes de « capital » entre elles vise à accréditer l'idée que la soutenabilité de la croissance économique à long terme serait assurée, dans la mesure où la richesse totale serait la somme du capital technique, du capital humain, du capital social et du capital naturel, le tout mesuré à l'aune des critères financiers.

La thèse que nous soutenons est que, dans continuité de la critique de l'économie politique de Marx, « richesse » et « valeur » au sens socio-économique appartiennent à des registres différents et sont donc irréductibles l'une à l'autre. On ne peut donc ni penser que la nature construirait sa propre valeur, ni qu'elle créerait de la valeur, ni que nous pourrions révéler sa valeur économique intrinsèque, cachée, et dont il nous reviendrait de dévoiler l'existence. En d'autres termes, croire que la catégorie « valeur » pourrait être naturelle relève du fétichisme, dans le sens où Marx le disait à propos de la marchandise, de l'argent, du capital et, de manière générale, des prétendues lois économiques : toutes ces catégories sont issues de rapports sociaux particuliers. Seule la distinction entre richesse et valeur permet de dépasser cette difficulté : la nature *est* une *richesse* mais elle *ne crée pas* de *valeur*.<sup>6</sup>

Le lien que nous faisons ici entre critique épistémologique et critique théorique s'appuie aussi bien sur Marx que sur Polanyi, le premier ayant analysé la dynamique d'accumulation du capital, aujourd'hui au bord de la panne, le second ayant souligné le risque de mort de la société si le travail, la monnaie et la terre (c'est-à-dire ici la nature) étaient transformés en marchandises.

L'évolution des sociétés obéit à des processus de long terme, et la bifurcation des économies vers plus de soutenabilité sociale et écologique, c'est-à-dire vers plus de justice et plus de sobriété, prendra du temps. Cependant, l'accélération de l'emprise financière sur le monde est telle que, par-delà la période de transition sans doute longue, l'urgence commande de circonscrire drastiquement cette emprise. Trois principes simples peuvent être énoncés. À la compensation des destructions, opposer l'interdiction de les commettre ; au paiement des services écosystémiques, opposer le droit de non-appropriation des écosystèmes ; au prix des

---

<sup>5</sup> Marx explique que les capitalistes investissent une somme d'argent  $A$  avec laquelle ils achètent des marchandises  $M$  (force de travail et moyens de production) pour faire produire des marchandises qu'ils revendent pour une somme  $A'$  supérieure à  $A$ , la différence étant la plus-value.

<sup>6</sup> « Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre la mère, comme dit William Petty. » « Le travail *n'est pas* la source de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (et c'est bien en cela que consiste la richesse matérielle !) que le travail, qui n'est lui-même que la manifestation d'une force matérielle, de la force de travail humaine. » « La terre peut exercer l'action d'un agent de la production dans la fabrication d'une valeur d'usage, d'un produit matériel, disons du blé. Mais elle n'a rien à voir avec la production de la *valeur du blé*. » K. Marx, respectivement : *Le Capital*, Livre I, Gallimard, 1965, tome I, p. 571 ; *Critique du programme du parti ouvrier allemand*, tome I., *op. cit.*, p. 1413 ; *Le Capital*, Livre III, 1968, tome II, p. 1430.

droits de polluer fixé par le marché, opposer un prix politique de l'utilisation de la nature à hauteur de la norme décidée par la société.

Ces quelques principes s'appuient sur le fait que la monnaie une institution sociale qu'il ne faut confondre ni avec le marché ni avec le capitalisme. Ces deux derniers impliquent logiquement la monnaie, mais la réciproque n'est pas vraie. Il s'ensuit que monétisation n'équivaut pas à marchandisation et *a fortiori* à financiarisation. Si l'on admet que le processus d'émergence de la valeur part des conditions matérielles de production et va jusqu'aux procédures de validation sociale (par le marché ou par décision collective), la nature échappe par définition à ce processus, et lui appliquer une convention provenant de la sphère financière est « contre-nature ».<sup>7</sup>

Dès lors, il est possible pour la société de fixer des prix monétaires à l'utilisation de la nature (mais non à la nature elle-même). Ces prix auront un statut de prix politique et non économique, fixés à hauteur de la norme écologique que l'on choisit de respecter. Réfuter les concepts de valeur économique intrinsèque de la nature ou de valeur économique des services rendus par la nature relève de l'épistémologie, mais n'implique en aucune manière de ne pas pouvoir utiliser des outils économiques pour contribuer à la régulation écologique, dès lors que des normes ont été fixées démocratiquement.<sup>8</sup>

L'accès des écosystèmes au rang et au statut déléteurs de capital financier n'est pas inéluctable, quoiqu'il soit inscrit dans la logique même de l'expansion du capitalisme. Si cette évolution allait à son terme, la nature ne serait pas simplement artificialisée, la représentation de son utilisation sans retenue deviendrait une fiction comme tous les fétiches inventés par l'idéologie capitaliste. La crise globale risquerait alors d'être fatale. On peut encore travailler à dépasser le capitalisme tant qu'elle reste globale. Mais si elle devenait fatale, ce serait trop tard.

---

<sup>7</sup> Un exemple caricatural de ce type de convention est donné par l'évaluation de la fonction chlorophyllienne remplie par la forêt française : on multiplie la quantité de carbone captée en un an par le prix de la tonne sur le marché de permis d'émissions.

<sup>8</sup> J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable*, op. cit.